
La chose publique, par et pour le public

Par: Klelia Guerrero, Latindadd/RJFLAC

La campagne des [Journées mondiales d'action sur la Justice fiscale pour les Droits des femmes \(GDOA\) 2025](#) nous appelle à repenser et reconstruire un modèle fiscal qui garantisse l'égalité de genre, en investissant dans des services publics transformateurs qui répondent aux besoins des femmes, des filles et des personnes marginalisées. Latindadd, en tant que secrétaire de Red de Justicia Fiscal de América Latina y el Caribe (RJFALC), nous défendons la **cinquième demande** : « **Garantir l'égalité de genre dans les systèmes fiscaux et les services publics.** »

Cette réflexion met en évidence le fait que le secteur public doit corriger les déséquilibres générés par l'actuelle organisation sociale des soins. Au-delà de la sphère financière, nous devons stratégiquement revendiquer les soins comme un droit humain et un bien public.

L'écart entre les genres dans le travail des soins

En Amérique latine, la distribution inégale du travail des soins est une réalité indéniable. Les femmes sont pour la plupart chargées des tâches ménagères et des soins aux membres de la famille, consacrent de nombreuses heures chaque jour à des tâches qui sont rarement reconnues ou rémunérées. Selon [l'Organisation internationale du travail \(OIT\)](#), les femmes de la région consacrent deux fois plus d'heures que les hommes à des activités de soins non rémunérées. Cela a un impact sur leur participation au marché du travail et leur accès aux opportunités.

D'ailleurs, les personnes travaillant dans le secteur des soins rémunérés sont souvent confrontées à des conditions de travail précaires, à de faibles salaires et à l'absence de sécurité sociale, ce qui exacerbe les multiples vulnérabilités des employés de ce secteur, dont la plupart sont des femmes. La migration - et plus encore dans des conditions d'irrégularité - posent des défis supplémentaires majeurs que les États doivent relever afin de garantir la protection de leurs droits

La valeur économique du travail de soins

Les soins sont l'épine dorsale de nos sociétés. [ONU Femmes](#) estime que le travail de soins non rémunéré contribue de manière significative aux systèmes productifs et reproductifs. Cet investissement silencieux soutient l'économie et permet le développement, tout en contribuant au bien-être des familles et des communautés, en renforçant la cohésion sociale et en réduisant la dépendance à l'égard des services publics en temps de crise.

Reconnaître et rendre visible cette contribution est une étape essentielle pour exiger des politiques publiques qui garantissent une redistribution équitable des charges et des opportunités.

Des réformes fiscales pour l'égalité de genre

Les systèmes fiscaux doivent mettre en œuvre la justice sociale. La révision des exemptions fiscales et des avantages fiscaux, la mise en œuvre de taux d'imposition progressifs et le financement des services publics essentiels sont également des outils permettant de restructurer l'organisation sociale des soins et de distribuer les opportunités.

Une perception accrue et plus équitable de la fiscalité (en éliminant les pratiques qui permettent la fraude et l'évasion fiscales) permet d'investir dans les services publics pour créer des réseaux de soins universels, accessibles et abordables, améliorant ainsi la qualité de vie des femmes et des filles, et offrant des alternatives à la dépendance économique et à la vulnérabilité.

Un appel à l'action

La transformation de nos systèmes fiscaux est essentielle pour que l'égalité de genre devienne une réalité. La campagne *GDOA 2025* nous invite à faire entendre notre voix et à exiger des réformes fiscales qui investissent dans les soins et la protection sociale.

Latindadd et RJFALC réaffirment leur engagement dans la lutte pour la justice fiscale et l'égalité des genres. Nous exigeons un changement réel et transformateur qui permettra de mettre en place des systèmes fiscaux fondés sur des valeurs d'équité et de justice, et qui garantira à chaque femme et à chaque fille la possibilité de sortir de la pauvreté et atteindre leur plein potentiel.

L'égalité des genres dans les systèmes fiscaux et les services publics est plus qu'une exigence fiscale : c'est une question de droits humains et de justice sociale.